



newsletter

EDITORIAL

Porqué son importantes los derechos culturales en la educación

La cultura es
el modo de ser
y de existir del
hombre

El Consejo de Derechos Humanos adoptó en 2009 una resolución creando el mandato de un Experto Independiente para estudiar la problemática de los derechos culturales. OIDEL como coordinador de la Plataforma de ONG sobre los derechos culturales y la diversidad se implicó activamente en las negociaciones.

Los derechos culturales no son lo que habitualmente se piensa. Son derechos a "ser" alguien libremente, derechos relativos a la identidad del ser humano. Se hace incapié en ello, porqué cuando se piensa en cultura, a menudo, se piensa en "patrimonio" o en "museos" casi exclusivamente, es decir en derecho a participar en la vida cultural de manera pasiva.

La cultura es, en realidad, mucho más, es el modo de ser y de existir del hombre o, como ha dicho la Comisión sobre la Cultura y el Desarrollo de Naciones Unidas, un "modo de vivir juntos". Se ponen de relieve con estas ideas la situación del hombre en el mundo y la necesidad de vivir en relación con otros, circunstancias sin las cuales es imposible desarrollar la personalidad.

El hombre, contrariamente a los animales, posee libertad y precisamente por ello es creador de cultura. El hombre inventa un mundo simbólico, no está sometido a la necesidad de las leyes de la naturaleza. La cultura se ha dividido en cultura subjetiva y objetiva. La cultura objetiva es el conjunto de prácticas, convicciones y realizaciones y la cultura subjetiva -mi cultura- sería aquello que constituye mi identidad.

Los derechos culturales son los derechos que me permiten escoger mi lengua, mis costumbres, mis creencias o los grupos a los que me identifico. Nos referimos entonces a derechos como el derecho a la educación, a la información, la libertad de opinión o la libertad de enseñanza, por ejemplo.



Intervención de Guy Guermeur en la Asamblea General el pasado mes de Noviembre



LE THEME

L'enfant n'est pas une simple créature de l'Etat

Pour proposer une éducation libérale, nous avons besoin d'une pluralité d'écoles

Les détracteurs du pluralisme scolaire insistent que seules les écoles gérées par le gouvernement peuvent préparer les jeunes à vivre de manière libre. Que requiert l'authentique liberté? L'éducation qui renonce à se rattacher à quelque chose de concret pour donner libre cours aux impulsions et à la créativité de l'enfant ne favorise pas un apprentissage adéquat de la liberté humaine.

La Cour Suprême des Etats-Unis a abordé cette question de manière éloquente dans une de ses décisions les plus importantes: "La théorie fondamentale de la liberté sur laquelle se basent tous les gouvernements de cette Union exclut un quelconque pouvoir général de l'Etat pour "standardiser" les enfants [...] L'enfant n'est pas une simple créature de l'Etat; ceux qui l'éduquent et orientent son futur ont le droit, et l'important devoir, de le respecter et de le préparer pour ses obligations ultérieures" (Pierce versus Society of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary, 268 U. S. 510 (1923)).

Les voix critiques sur le choix de l'école soutiennent que seules les "écoles publiques" peuvent promouvoir les valeurs de la société. Si c'était vrai, il serait logique que les élèves des écoles publiques fussent meilleurs que ceux des écoles religieuses privées sur le plan des vertus civiques. Mais ce n'est pas le cas, ainsi que l'ont démontré plusieurs études récentes aux Etats-Unis.

Mais alors, se pose la question: n'y a-t-il pas le risque qu'il y ait des écoles "fondamentalistes" qui apprennent aux élèves à haïr? Cela serait évidemment possible, mais nous manquons de preuves pour affirmer que cela arrive réellement. La tentative de définir un type d'éducation libérale qui ne soit pas endoctrinement n'arrive pas à prendre en compte le fait que les enfants ont besoin d'une culture primaire

stable et cohérente". Pour proposer cette éducation libérale, surtout si l'enfant vit dans des circonstances chaotiques, affirme Thiessen "nous avons besoin d'une pluralité d'écoles, et chacune d'entre elles doit avoir sa propre conception du présent et du concret mais aussi s'engager à favoriser la croissance vers la rationalité normale et l'autonomie. [...] La meilleure garantie contre l'endoctrinement institutionnel est l'existence d'une pluralité d'institutions."

Paul Hill souligne la même chose: "l'école acquérera sa stabilité au travers de ses engagements et de la réponse qu'elle apportera aux besoins des groupes d'élèves et de parents envers lesquelles elle s'est engagé, et non en cedant aux préférences politiquement négociées de toute une société. [...] La confiance sociale et le sentiment de communauté sont plus forts quand les écoles



Pour proposer une éducation libérale, nous avons besoin d'une pluralité d'écoles.



La vraie liberté est vécue par les hommes quand la société civile et ses institutions fonctionnent

La vraie liberté est vécue par les hommes quand la société civile et ses institutions fonctionnent

ont chacune une particularité et que les parents peuvent choisir.

Dans une étude actuelle, on a découvert que les élèves d'écoles ayant un ensemble de principes communs bien définis peuvent entrer beaucoup plus facilement dans des débats sur les valeurs et la politique sociale que les élèves d'écoles dont les principes sont moins clairs. Dans les écoles qui réunissent des élèves de différentes races et classes sociales sans créer de noyau intellectuel ni de valeurs communes, les élèves ont facilement tendance à se regrouper socialement et académiquement selon leur race et leur classe sociale

Dans les régimes totalitaires, la liberté de l'éducation est évidemment combattue par le gouvernement, secondé par le parti politique au pouvoir. Dans les sociétés démocratiques, cependant, les principaux adversaires de la liberté de l'éducation sont paradoxalement les "progressistes" qui agissent au nom de la démocratie et du besoin de forger des personnes autonomes.

Ce que les libéraux, et Horace Mann avec d'autres aux Etats-Unis, soutenaient avec prudence au XIX^{ème} siècle, est maintenant affirmé sans retenue par un groupe important de politiciens et d'idéologues contemporains: l'école doit servir comme instrument pour contrôler la société (comme toujours, au nom d'objectifs idéalistes) par le biais de la formation de l'esprit des en-

fants pour qu'ils soient fondamentalement différents de leurs parents. De fait, Levinson admet que "comme l'Etat a besoin de forcer l'enfant pour développer en lui son autonomie, [...] les enfants ne peuvent se permettre le luxe de 'choisir de rester en dehors' des opportunités publiques d'améliorer son autonomie [c'est-à-dire les écoles] de la même manière que les adultes".

Si noble que soit l'objectif désiré, et même si historiquement ces efforts n'ont jamais atteint le but proclamé, il s'agit là d'une perversion de l'idée même d'éducation. Dans *Le contrat social* (1762), Rousseau propose que "les hommes soient forcés à être libres"; les idéologues contemporains désirent, eux aussi, utiliser l'éducation pour faire vivre leur propre définition de la liberté.

Mais la vraie liberté est vécue par les hommes, les femmes quand la société civile et ses institutions fonctionnent et que ces mêmes hommes et femmes les choisissent librement parce qu'elles reflètent leurs propres espoirs et convictions. Il est inévitable que ces institutions (comme les écoles libres) offensent les ingénieurs de notre société, ceux qui sont persuadés de connaître mieux que nous ce qui est bon pour nous.

Charles. L. Glenn
Professeur, Boston University.
Vice-président, Comité Exécutif d' OI DEL

NOUVELLES

Ante la educación, todos somos iguales en derecho.



Nueva publicación: Discriminación y diferencia en educación

El Director General de OI DEL, Alfred Fernandez, ha escrito un libro sobre el tema, « Discriminación y diferencia en educación. Repensar la igualdad de oportunidades». El libro será publicado próximamente con el apoyo de la Fundación Ábaco para el Progreso de la Educación.

El libro será editado por la editorial Diversités Genève. En el imaginario colectivo democrático es habitual asimilar la separación y la diferencia a la discriminación. Sin embargo esta asimilación no es correcta. Hay diferencias legítimas y hay diferencias discriminatorias.

En la educación las diferencias han jugado siempre un papel fundamental. Por esto no es posible considerar cada separación como discriminatoria ya que la educación tiene que adaptarse a las diferencias sociales, culturales y de capacidades si quiere respetar a la persona. Podríamos afirmar

que, ante la educación, todos somos iguales (en derecho), pero también todos somos diferentes (por nuestras necesidades y potencialidades).

Próximas actividades de OI DEL

2010 es el año del XXV aniversario de OI DEL. Durante este año las actividades se centrarán en el proyecto de participación de padres en el sistema educativo (IPPE) que entra en su segunda fase. 2010 será también el año en el que el Consejo Asesor de Derechos Humanos redactará el proyecto de Declaración sobre la educación en derechos humanos.

En este año también OI DEL cambia de presidente. En la Asamblea General de



Alfred Fernandez, Lluís Alegre y Eugenio Gil, durante la reunión de la Asamblea General el pasado mes de noviembre 2009

noviembre fué elegido pour un período de cuatro años Eugenio Gil, anteriormente Secretario del Comité Ejecutivo.

La Asamblea General brindó un cariñoso homenaje a Lluís Alegre que no solo ha ejercido brillantemente la presidencia durante varios mandatos sino también porque es uno de los padres fundadores de la OI DEL.